



3^e trimestre 2022

Au 3^e trimestre, l'emploi salarié progresse et prolonge la hausse amorcée fin décembre 2021. Il franchit ainsi un nouveau palier.

Au 3^e trimestre 2022, 68 130 salariés sont déclarés par les employeurs du **secteur privé** auprès de la Cafat, soit une augmentation de 0,6 % par rapport au trimestre précédent, en données corrigées des variations saisonnières (CVS). Cette nouvelle hausse de l'emploi privé vient confirmer la tendance amorcée fin décembre 2021. Après le 1^{er} trimestre 2022 où l'emploi enregistrait une croissance de 2 % sur trois mois, la progression s'établit à 0,6 % les deux trimestres suivants.

Ainsi, le niveau de l'emploi franchit un nouveau palier jamais égalé jusqu'alors. C'est le résultat conjugué de la hausse de 2,5 % du nombre de nouveaux contrats conclus au cours du trimestre (données CVS) et de la baisse de 2,1 % du nombre de ruptures de contrats sur la même période. Ce résultat est conforté par d'autres indicateurs. Les cessations d'entreprises reculent de 9,4 % sur un trimestre (données CVS) et les liquidations judiciaires de 37 %. De même, l'indicateur du climat des affaires (ICA),

qui synthétise l'opinion des chefs d'entreprises, remonte et gagne 1,1 point sur un trimestre. Ainsi, il s'établit à 108,7, soit bien au-dessus de sa moyenne de longue période. À l'inverse, les créations d'entreprises sont moins nombreuses et reculent de 8 % ce trimestre (données CVS), après +4 % le trimestre dernier. Toutefois, elles sont 12 % plus élevées qu'au 3^e trimestre 2021.

La progression de l'emploi concerne les employeurs quelle que soit leur implantation géographique (*voir encadré*). De même, en dehors de l'agriculture, tous les secteurs d'activité enregistrent des effectifs en hausse. La construction (+2,7 % sur un trimestre, données CVS) poursuit sa remontée. Les services (+0,3 %) et l'industrie (+1,4 %) prolongent leur tendance et affichent des effectifs record. Le commerce (+0,6 %) affiche de nouveau une hausse. Quant au secteur agricole (-4,1%), la réduction d'emploi s'accroît. Tous secteurs confondus, les postes supplémentaires sont essentiellement pourvus par des jeunes de moins de 30 ans.

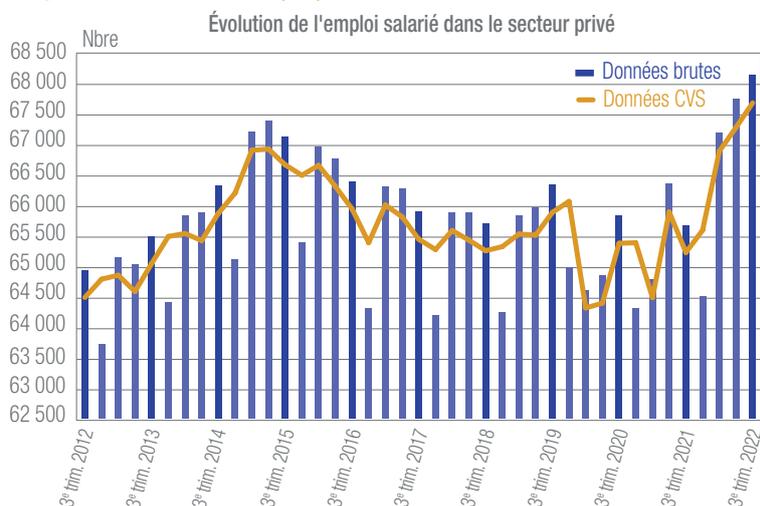
Au 3^e trimestre, l'emploi salarié privé enregistre un nouveau record.

La hausse de l'emploi est portée par les entreprises implantées sur deux ou trois provinces

Au 3^e trimestre, l'augmentation des effectifs salariés est portée d'abord par les entreprises dont l'implantation est territoriale, qui affichent une hausse de 1,2 % (données CVS) après 0,3 % le trimestre précédent. Ce sont les structures employant 50 à 99 salariés qui expliquent l'essentiel de cette croissance.

Les emplois sont aussi plus nombreux dans les entreprises implantées exclusivement en province Sud (+0,4 %, données CVS), en particulier dans les entités employant 100 salariés et plus, ainsi que celles de 10 à 19 salariés.

● Au 3^e trimestre 2022, l'emploi privé atteint un nouveau record



Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

Plus modérément, l'emploi au sein des entreprises implantées exclusivement en province Nord augmente de 0,2 % (données CVS), tiré par les structures employant 30 à 49 salariés.

En province des îles Loyauté, le nombre d'emplois augmente de nouveau de 0,3 % (données CVS), après -4,7 % au 2^e trimestre. La hausse provient des structures employant entre 20 à 29 salariés.

Davantage de jeunes en emploi

Comme pour les deux premiers trimestres, les salariés supplémentaires apparus au 3^e trimestre sont essentiellement des jeunes

de moins de 30 ans. Ils représentent 23 % du total des effectifs salariés. À l'inverse, l'emploi des seniors (55 ans et plus) recule de 3 %, prolongeant ainsi le repli amorcé le trimestre dernier. Globalement, la part des plus âgés en emploi oscille entre 10 et 12 % sur les cinq dernières années.

Dans le secteur des services, où les femmes occupent six emplois sur dix, les effectifs supplémentaires sont exclusivement féminins. Réciproquement, les hommes, plus présents dans l'industrie, où ils occupent 73 % des emplois, concentrent l'ensemble des effectifs supplémentaires dans ce secteur. Tous secteurs confondus, les salariés supplémentaires sont

majoritairement titulaires d'un seul contrat. Mais dans les services, la hausse est portée aussi par les salariés multi-contrats.

À défaut d'informations suffisantes sur les nouvelles embauches, il n'est pas possible de décrire plus précisément le profil de ces nouveaux salariés (niveau de formation, nature de l'emploi, type de contrat, citoyenneté, etc.).

Encadré : Structure de l'emploi selon l'implantation des entreprises employeuses

Les données disponibles ne permettent pas de localiser précisément les emplois au lieu d'exercice de l'activité. Dès lors, l'ensemble des salariés déclarés par une entreprise sont rattachés à l'adresse de son siège social, à défaut de pouvoir ventiler chacun au sein des différents établissements de l'entreprise. Une ventilation des emplois selon l'implantation de l'entreprise employeuse sur le territoire est toutefois proposée ici, selon quatre modalités :

- implantation en province îles : l'entreprise et tous ses établissements sont situés en province des îles Loyauté
- implantation en province Nord : l'entreprise et tous ses établissements sont situés en province Nord
- implantation en province Sud : l'entreprise et tous ses établissements sont situés en province Sud
- implantation territoriale : l'entreprise et ses établissements sont situés sur 2 ou 3 provinces distinctes.

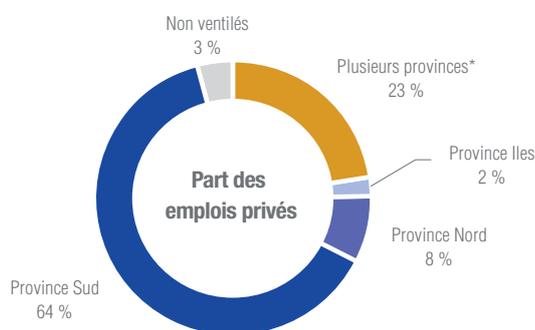
Au 3^e trimestre 2022, 97 % des emplois du secteur privé peuvent être ventilés sur l'une de ces quatre modalités. Les 3 % restant concernent principalement les salariés des ménages en tant qu'employeurs, pour lesquels l'information concernant la localisation du ménage employeur n'est pas disponible, et, dans une moindre mesure, ceux dont le siège social de l'entreprise est situé hors du territoire.

Dans le détail, près de deux tiers des emplois relèvent d'entreprises implantées exclusivement en province Sud, 8 % en province Nord et 2 % en province des îles. Les 23 % restants relèvent d'entreprises dont l'implantation est territoriale, le plus souvent des grandes entreprises : dans cette catégorie en effet, 82 % des emplois sont déclarés par des entreprises employant 100 salariés ou plus.

À l'inverse, pour les employeurs implantés exclusivement dans le Nord ou les îles, plus de quatre emplois sur dix sont enregistrés dans de petites entreprises de moins de 10 salariés.

● Au 3^e trimestre 2022, un quart des emplois relève d'entreprises d'implantation territoriale

Ventilation des emplois selon l'implantation des entreprises employeuses



Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

* Sont comptabilisés, les emplois des entreprises ayant des établissements situés sur plusieurs provinces.

Poursuite de la hausse de l'emploi dans la construction

Le secteur de la **construction** déclare 6 290 salariés au 3^e trimestre 2022, soit une nouvelle croissance de 2,7 % (données CVS), après 0,1 % au 2^e trimestre, et 2,2 % au 1^{er} trimestre. Pour la première fois sur la dernière décennie, il enregistre trois trimestres consécutifs de progression. Cette augmentation concerne directement les activités de travaux de terrassement spécialisés, de montage de structures métalliques, de maçonnerie générale, de construction d'autres bâtiments et d'installation d'équipement. Elle provient essentiellement des recrutements opérés par les entreprises existantes. En glissement sur les douze derniers mois, le solde d'emplois du secteur de la construction reste positif avec 240 emplois supplémentaires.

Nouveau record de l'emploi dans les services

Premier pourvoyeur d'emplois du secteur privé en Nouvelle-Calédonie, avec un emploi sur deux, le secteur des **services** hors commerce comptabilise 33 740 salariés au 30 septembre 2022. Pour le quatrième trimestre consécutif, il enregistre une progression de ses effectifs : 0,3 % ce trimestre (données CVS), après des augmentations de 0,5 % au 2^e trimestre, 2,1 % au 1^{er} trimestre et 0,9 % au 4^e trimestre 2021. Le niveau de l'emploi atteint ainsi un nouveau record. Les salariés supplémentaires proviennent d'abord du secteur de l'hébergement et de la restauration, qui affiche une croissance de 2,0 % (données CVS), plus tempérée qu'au 1^{er} semestre (respectivement +7 % en mars et 4 % en juin). Ils sont principalement concentrés à Nouméa dans des hôtels existants.

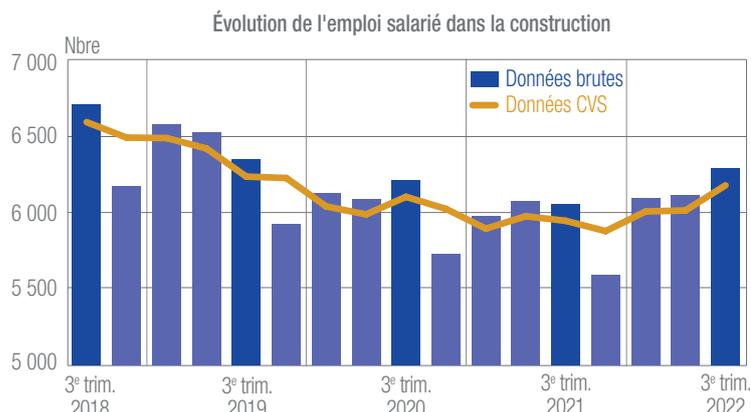
Dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques, les effectifs salariés augmentent de 0,9 % sur trois mois (données CVS), tirés par les activités de conseil pour affaires, d'ingénierie et d'études techniques.

L'emploi dans la santé humaine et l'action sociale affiche une progression de 0,6 % par rapport au trimestre précédent (données CVS), en particulier dans les activités d'accueil de jeunes enfants, d'aide par le travail et l'action sociale.

Enfin, dans le secteur des arts, spectacles et activités récréatives, il augmente de 4,5 % sur un trimestre (données CVS). Cette hausse concerne en particulier les activités de loisirs, de sport et d'organisation de jeux de hasard et d'argent.

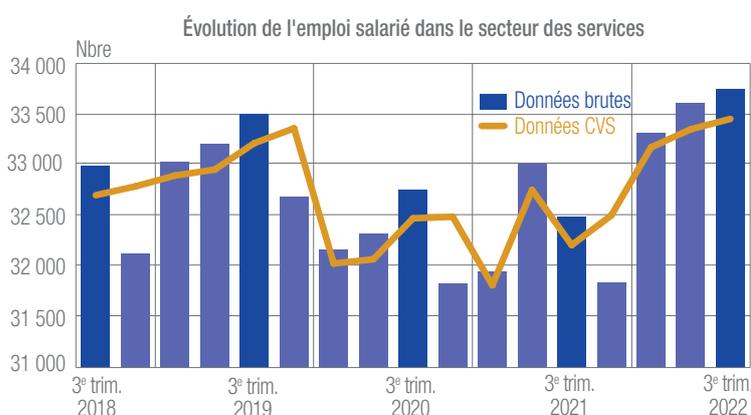
Sur un an, le secteur des services hors commerce gagne 1 260 emplois. Cette nouvelle hausse prolonge la tendance amorcée fin décembre 2021.

La reprise de l'emploi dans la construction se confirme



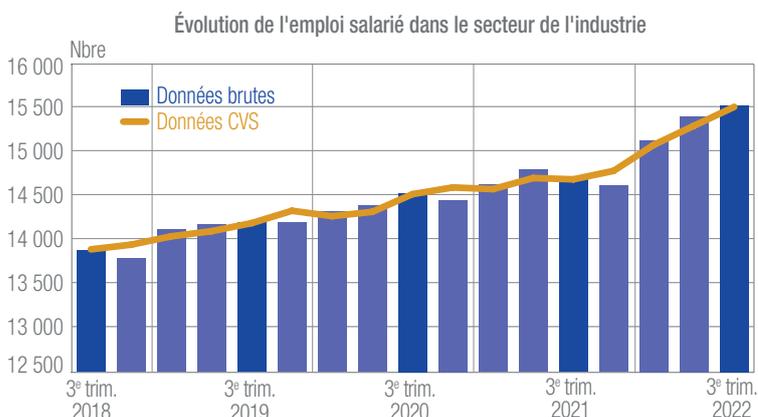
Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

L'emploi dans les services continue d'augmenter



Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

Le secteur de l'industrie franchit la barre des 15 500 emplois



Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

Encore plus d'emplois dans l'industrie

Au 3^e trimestre 2022, le secteur de l'**industrie** déclare 15 530 salariés, soit une augmentation de 1,4 % (données CVS), comme le trimestre dernier. Cette nouvelle hausse s'ajoute à celles observées depuis le 4^e trimestre 2021. Elle concerne l'ensemble des sous-secteurs d'activité, mais est particulièrement marquée dans la production et distribution d'électricité, en lien avec la mise en fonctionnement de la centrale accostère temporaire pour la SLN. Dans une moindre mesure, les effectifs

supplémentaires proviennent aussi de l'industrie manufacturière, en particulier les activités de métallurgie, de boulangerie-pâtisserie et de chocolaterie. Ce sont les structures déjà présentes sur le marché de l'emploi qui gonflent leurs effectifs. Ces résultats au 30 septembre se situent en amont des efforts que la SLN a annoncé devoir faire en fin d'année.

Sur les douze derniers mois, le secteur de l'industrie affiche un solde de 830 emplois supplémentaires.

Le commerce embauche de nouveau

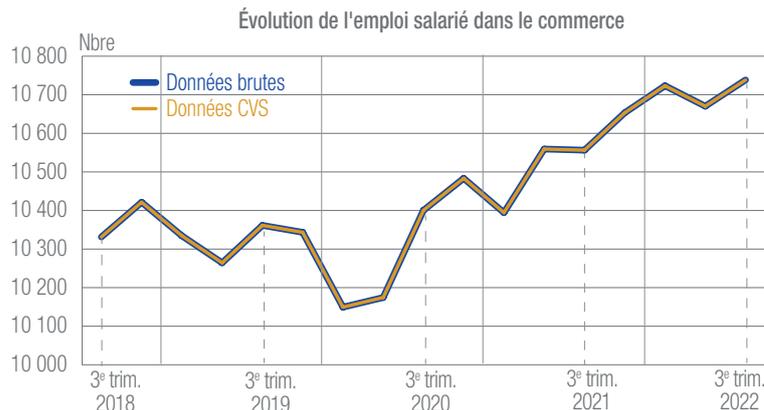
Le secteur du **commerce** emploie 10 730 salariés au 3^e trimestre 2022, soit une augmentation de 0,6 % (données CVS). Cette progression intervient après un repli de 0,5 % au 2^e trimestre. Elle concerne en particulier les activités de commerce d'alimentation générale, de supermarchés et de commerce de détail. Elle s'explique d'une part par le transfert d'effectifs d'une entreprise qui a changé de code d'activité, passant des services au commerce, et d'autre part par la création d'une nouvelle entreprise.

Sur un an, le secteur du commerce compte 180 emplois de plus (+1,7%). Pour la deuxième année consécutive, le solde d'emplois reste positif.

Baisse de l'emploi agricole

Le **secteur agricole** déclare 1 740 salariés au 3^e trimestre 2022, soit une diminution de 4,1 % par rapport au trimestre précédent (données CVS). La baisse de l'emploi amorcé au 2^e trimestre se poursuit. Elle touche en particulier les activités d'aquaculture, de sylviculture et autres activités forestières et de reproduction de plantes. Elle est atténuée par la hausse des effectifs dans les activités de culture et élevage associée, et de soutien aux cultures au sein d'entreprises existantes. Il faut noter en plus le transfert d'effectifs d'une entreprise à l'intérieur de ce même secteur.

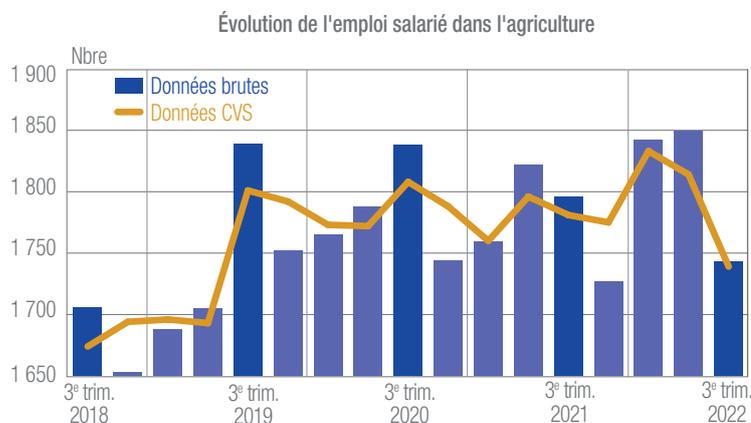
● L'emploi dans le commerce progresse de nouveau



Note de lecture : Aucune saisonnalité n'étant observée dans le secteur du commerce, les deux courbes se superposent.

Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

● La baisse de l'emploi dans l'agriculture se poursuit



Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

Révisions

La publication trimestrielle des évolutions de l'emploi salarié tient compte d'un délai de cinq mois nécessaire pour s'assurer d'un niveau satisfaisant d'exhaustivité des déclarations des entreprises. Néanmoins, certains mouvements peuvent encore être enregistrés après ce délai. C'est pourquoi, les chiffres des trimestres précédents sont systématiquement révisés à chaque nouvelle publication, pour tenir compte des déclarations tardives auprès de la Cafat.

Correction des variations saisonnières

L'emploi salarié présente des variations saisonnières importantes qui interfèrent avec les variations conjoncturelles : de façon récurrente, le niveau de l'emploi salarié décline au dernier trimestre. De même, d'autres indicateurs sont sujets à des variations saisonnières importantes : le nombre d'employeurs, dont la courbe infra-annuelle suit les mêmes tendances que l'emploi salarié ; les créations et cessations d'entreprises, dont les niveaux sont toujours plus élevés au premier trimestre qu'au cours des trimestres suivants. L'analyse des données corrigées des variations saisonnières pour ces indicateurs offre une meilleure lisibilité et une analyse facilitée des réelles variations conjoncturelles. À compter de mars 2022, la désaisonnalisation est opérée avec l'outil *Seasonal* de R.

● Emploi salarié privé au 3^e trimestre 2022

	Évolution par rapport au trimestre précédent (CVS*)	Évolution sur 1 an	Niveau en fin de trimestre (Données brutes)
Emploi salarié			
Effectif employeurs du privé	-0,8	2,8	11 110
Emplois salariés du secteur privé (a)	0,6	3,8	68 130
Détail par sous-secteurs du privé (b)			
Agriculture, sylviculture et pêche	-4,1	-2,9	1 740
Industrie	1,4	5,7	15 530
Industries extractives	0,3	6,0	1 970
Industries manufacturières (c)	1,4	5,5	11 770
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	8,6	8,0	790
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	1,2	5,2	990
Construction (c)	2,7	3,9	6 290
Commerce	0,6	1,7	10 730
Services	0,3	3,9	33 740
Transports et entreposage	-1,1	1,6	4 110
Hébergement et restauration	1,8	8,2	4 320
Information et communication	0,1	5,9	1 170
Activités financières et d'assurance	-0,8	0,5	2 440
Activités immobilières	0,1	4,6	730
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0,9	3,2	2 240
Activités de services administratifs et de soutien	0,3	8,4	6 540
Administration publique	-0,9	-5,2	890
Enseignement	-0,2	-2,9	2 490
Santé humaine et action sociale	0,6	3,4	3 680
Arts, spectacles et activités récréatives	4,5	10,2	700
Autres activités de services	0,9	4,8	2 160
Services domestiques	-2,3	0,5	2 240
Activités extra-territoriales	0,8	6,8	30
Indéterminés (d)	///	///	100
Détail par zone géographique (voir encadré)			
Province des îles Loyauté	0,3	0,1	1 040
Province Nord	0,2	3,7	5 490
Province Sud	0,4	4,0	43 870
Plusieurs provinces	1,2	3,7	15 360
Non ventilés	///	///	2 370
Démographie d'entreprises			
Créations (cumul du trimestre)	-8,0	11,9	1 013
Cessations (cumul du trimestre)	-9,4	-2,4	779

* Les indicateurs présentés dans ce tableau sont très soumis à des variations saisonnières, c'est pourquoi les évolutions trimestrielles sont présentées corrigées des variations saisonnières (CVS).

Unité : % ; nombre

(a) Hors militaires, stagiaires et régimes d'aide à l'emploi

(b) NAF rev2

(c) Les effectifs de KNS SAS, immatriculé au Ridet dans le secteur construction, ont ici été réaffectés au secteur industrie manufacturière

(d) Cette catégorie regroupe les salariés dont l'entreprise est hors-territoire et ne possède pas de Ridet sur le territoire.

Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

● Chiffres clés de l'emploi au 3^e trimestre 2022

	Évolution par rapport au trimestre précédent (Données brutes*)	Évolution sur 1 an	Niveau en fin de trimestre (Données brutes)
Moral des entreprises (donnée trimestrielle)			
Indicateur du climat des affaires (point)	1,1	19,0	108,7
Liquidations judiciaires (cumul)			
Entreprises ayant cessé leur activité suite à une liquidation judiciaire	-37,0	-29,2	34

* Les indicateurs présentés dans ce tableau ne sont pas soumis à variations saisonnières. Les évolutions trimestrielles sont donc calculées à partir des données brutes.
Sources : IEOM - Isee

Unité : % ; nombre